

ICTR-05-89-I
3-2-2012
(1189bis-1175bis)

1189bis
HM

TRIBUNAL PENAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA

CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE III

Devant les Juges : Khalida Rachid Khan, Président
Lee Gaciuga Muthoga
Seon Ki Park

Greffier : M. Adama Dieng

Date de dépôt : le 3 février 2012

UNICTR
JUDICIAL RECORDS/ARCHIVES
RECEIVED
Muthoga

2012 FEB - 3 A 10: 19

LE PROCUREUR

e/

BERNARD MUNYAGASHARI

Affaire : No. ICTR- 2005-89-I

ADDENDUM

A LA REPONSE DE LA DEFENSE DE BERNARD MUNYAGISHARI A
LA REQUÊTE DU PROCUREUR AUX FINS DE RENVOI DE
L'AFFAIRE *MUNYAGISHARI* AU RWANDA EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 11BIS DU REGLEMENT DE PROCEDURE ET DE
PREUVE

Bureau du Procureur :

Hassan Bubacar Jallow
James J. Arguin
George Mugwanya
Inneke Onsea
Abdoulaye Seye
Francois Nsanzuwera

Conseil de la Défense :

Me Philippe Moriceau
Me Natacha Fauveau Ivanovic
Mme Majda Dautovic

1. Suite au dépôt de sa réponse à la requête du Procureur aux fins de renvoi de l'affaire déposée le 1^{er} février 2012¹, la Défense a eu connaissance des pratiques inquiétantes au Rwanda affectant directement les droits de la Défense.
2. Le 24 mars 2011, le Président de la Cour suprême a adopté l'arrêté n°19/2011 qui semble être contraire à la Constitution rwandaise et qui semble créer un déséquilibre entre l'Accusation et la Défense. L'adoption de cet arrêté semble porter atteinte aux droits de la Défense car :
 - le Président de la Cour suprême abuse de ses pouvoirs ;
 - le Président de la Cour Suprême adopte des règles touchant à des tiers sans que ceux-ci soient proprement informés ;
 - le Président de la Cour Suprême adopte des pratiques défavorables à la Défense et créant un déséquilibre entre l'Accusation et la Défense.
3. L'adoption de cet Arrêté a été vivement critiqué par le Barreau de Kigali. Celui-ci a notamment considéré que l'arrêté, étant de portée générale, était contraire à l'article 27 de la loi no 01/2004 du 9 janvier 2004 portant procédures, statuts et compétences de la Cour Suprême². En effet, il semble que le Président de la Cour Suprême a abusé de ses pouvoirs en adoptant un arrêté concernant les personnes n'appartenant pas à la Cour.
4. Cet Arrêté n'a jamais été publié³, ce qui signifie que la Cour Suprême applique certaines règles, pouvant avoir un impact négatif à la Défense, qui ne sont pas dans le domaine public. Dans cette situation, où certaines pratiques, inconnues du public, sont susceptibles de se développer au sein de la Cour Suprême, il devient impossible d'évaluer proprement l'indépendance et la liberté de l'exercice des Conseils de la Défense.
5. Par ailleurs, il semble que cet Arrêté permet à la Cour Suprême d'infliger les sanctions aux avocats de la Défense qui ne sont pas prévues par la Loi⁴. Cette situation porte de toute évidence préjudice aux droits de la Défense. De plus, l'indépendance de toute la

¹ Réponse de la Défense de Bernard Munyagishari à la requête du Procureur aux fins de renvoi de l'affaire Munyagishari au Rwanda en application de l'article 11bis du Règlement de Procédure et de Preuve.

² Annexe, Observations / réflexions du barreau des avocats sur l'arrêté n°19/2011 du 24 mars 2011, pages 1-2.

³ Annexe, Observations / réflexions du barreau des avocats sur l'arrêté n°19/2011 du 24 mars 2011, page 2.

⁴ Annexe, Observations / réflexions du barreau des avocats sur l'arrêté n°19/2011 du 24 mars 2011, page 3.

profession d'avocat, indispensable pour assurer les droits de la Défense, semble être compromise par la possibilité octroyée à la Cour suprême de sanctionner les avocats⁵.

6. Finalement, l'Arrêté instaure l'inégalité des armes entre l'Accusation et la Défense et est donc en soi contraire au principe du procès équitable⁶.
7. L'Arrêté de la Cour Suprême met en doute la capacité du Rwanda d'assurer les droits de la Défense. L'adoption de cet Arrêté démontre que les juges de la Cour Suprême, qui sont susceptibles de juger l'Accusé si celui-ci est renvoyé au Rwanda, ne respectent ni la Constitution ni les lois du Rwanda. Or le respect de ces normes est la condition préliminaire d'un procès équitable.
8. La Lettre envoyée par le Barreau de Kigali au Président de la Cour Suprême⁷ met en doute la sincérité du Barreau de Kigali et la véracité de son mémoire amicus curiae. En effet, dans ce mémoire, le Barreau de Kigali affirme que :

« ...les avocats rwandais ou étrangers, tous membres du Barreau de Kigali travaillent librement et dans de bonnes conditions, sans aucune ingérence de l'exécutif ou des obstacles pouvant considérablement affecter leurs enquêtes ou la présentation des moyens de défense à tous les degrés de juridiction, devant les tribunaux rwandais. »⁸ ;

« ...le Barreau de Kigali atteste par le présent mémoire que toutes les conditions sont réunies pour garantir le droit à un procès équitable à Munyagishari Bernard et à tout autre accusé renvoyé devant les juridictions rwandaises... »⁹ et

« Les avocats membres du Barreau de Kigali travaillent dans des conditions assez bonnes, c'est-à-dire, sans ingérence de la part des agents de l'Etat ou des contraintes affectant sensiblement l'exercice de leurs fonctions... »¹⁰.
9. Ces déclarations du Barreau de Kigali, qui se retrouvent également dans le mémoire déposé dans l'affaire Uwinkindi¹¹, sont en flagrante contradiction avec les affirmations de la lettre envoyée à la Cour Suprême dans laquelle le Barreau de Kigali affirme que :

⁵ Annexe, Observations / Réflexions du barreau des avocats sur l'arrêté n°19/2011 du 24 mars 2011, page 3.

⁶ Annexe, Observations / Réflexions du barreau des avocats sur l'arrêté n°19/2011 du 24 mars 2011, page 4.

⁷ Annexe, Observations / Réflexions du barreau des avocats sur l'arrêté n°19/2011 du 24 mars 2011.

⁸ Mémoire d'Amicus Curiae de Barreau de Kigali à l'appui de la demande du Procureur tendant au renvoi de l'affaire Munyagishari Bernard, déposé le 23 janvier 2012, paragraphe 3.

⁹ Idem, paragraphe 4.


¹⁰ Idem, paragraphe 32.

« Cette inégalité des armes fait que le principe du procès équitable qui doit caractériser le procès perd son sens parce que l'accusation a plus de liberté que la défense. »¹²

10. La Défense note que le Barreau de Kigali a envoyé la lettre au Président de la Cour Suprême le 18 avril 2011. Le mémoire dans l'affaire Uwinkindi a été déposé le 26 avril 2011. Donc, au moment où il s'insurgeait devant la Cour Suprême et d'autres instances rwandaises contre les pratiques inadmissibles de la Cour Suprême, le Barreau de Kigali osait affirmer devant le Tribunal que toutes les conditions étaient remplies pour assurer le procès équitable aux accusés pouvant être transférés au Rwanda¹³.
11. Tenant compte de la lettre envoyée par le barreau de Kigali à la Cour Suprême, la Défense demande à la Chambre d'apprécier avec la plus grande caution le mémoire du Barreau de Kigali dont le seul objectif semble être d'obtenir le renvoi de l'accusé sans se soucier si celui-ci pourrait avoir le procès équitable au Rwanda.
12. Pour toutes les raisons susvisées ainsi que pour les raisons indiquées dans la Réponse de la Défense s'oppose à la Requête du Procureur et demande respectueusement la Chambre de céans :

- **D'ACCEPTER CETTE ADDENDUM A LA REQUÊTE DE LA DEFENSE ;**
- **et**
- **DE REJETER LA DEMANDE DU PROCUREUR AUX FINS DU RENVOI DE L'AFFAIRE DE BERNARD MUNYAGISHARI AU RWANDA.**

Fait à Arusha, le 3 février 2012


Me. Christophe Moriceau

Conseil Principal

¹¹ Requête du Procureur aux fins de renvoi de l'affaire Munyagishari au Rwanda en application de l'article 11 bis du Règlement de Procédure et de Preuve, Annexe M, Amicus Curiae Brief of the Kigali Bar Association in the Matter of the Prosecutor's Request for the Referral of the Case of Uwinkindi Jean, déposé le 26 avril 2011.

¹² Annexe, Observations / Réflexions du barreau des avocats sur l'arrêt n°19/2011 du 24 mars 2011, page 4.

¹³ Requête du Procureur aux fins de renvoi de l'affaire Munyagishari au Rwanda en application de l'article 11 bis du Règlement de Procédure et de Preuve, Annexe M, Amicus Curiae Brief of the Kigali Bar Association in the Matter of the Prosecutor's Request for the Referral of the Case of Uwinkindi Jean, déposé le 26 avril 2011, paragraphe 4.

1185bis

ANNEXE

No Réf: Let.1994/Bât./RA/04/2011

Kigali, le 18 /04/ 2011

Son Excellence M. le Président de la Cour Suprême

OBJET : Observations /Réflexions du barreau des avocats sur l'arrêté No. 19/2011 du 24 mars 2011 du Président de la Cour Suprême.

Excellence Monsieur Le Président,

Nous avons l'honneur de vous apprendre que nous avons reçus votre correspondance no 062/PCS /2011 du 25 /03/2011 qui nous communiquait l'arrêté du Président de la Cour Suprême no 19/2011 du 24/03/2011 modifiant la loi portant sur le fonctionnement de la Cour Suprême et qui nous demandait de l'envoyer à tous les avocats en leur demandant de la mettre en application.

Le bâtonnier, après avoir vu cette loi et ayant constaté les soucis que cette loi reflète, a convoqué le Conseil de l'Ordre des avocats qui s'est réuni le 15/04/2011 et qui après avoir étudié à fond cette loi est arrivé aux conclusions suivantes que nous vous prions d'examiner :

De la compétence de fixer cet arrêté et de la mettre à la portée générale (public) :

a) Dans la motivation de cet arrêté no 19/2011, vous dites que vous vous basez sur la Constitution. Cependant aucun article spécifique de la Constitution que vous avez cité ne vous donne autorité d'arrêter les lois comme nous l'avons démontré dans notre analyse.

b) Ce qui est visible c'est que l'article 27 de la loi no 01/2004 du 9/01/2004 portant procédures, statuts et compétences de la Cour Suprême tel que modifié et complété jusqu'à présent, sur lequel vous vous basez, dispose que : « avant d'apporter signature sur le règlement d'ordre intérieur de la Cour Suprême, son Président présente au Conseil Ordinaire de la Cour Suprême le projet de cette loi pour approbation ». Itegeko ngenamikorere bivuga : " règlement d'ordre intérieur/internal rules and regulations » (Vous pouvez vous référer à l'article 27 pour d'autres langues).

c) Le règlement d'ordre intérieur évoqué dans l'article 27 ci-haut cité ne concerne que le fonctionnement de la Cour Suprême (Règlement interne/internal rules).Ce règlement ne devrait pas concerner la portée générale (Portée générale /third parties).

L'arrêté no 19/2011 du 24/03/2011, ne concerne pas seulement la Cour Suprême. La majorité des articles qui le constituent, (tel que l'article 6 et d'autres qui constituent les chapitres IV et V) démontrent que ces articles concernent les personnes (ont la portée générale) qui ne font pas partie de la Cour Suprême (third parties/portée générale)

d) Monsieur le Président, l'article 20 de la constitution du Rwanda dispose que « Les lois, les arrêtés et autres règlements de portée générale ne peuvent entrer en vigueur s'ils n'ont pas été préalablement publiés dans les conditions déterminées par la loi ». Cela veut dire qu'aucune loi ou arrêté concernant la portée générale ne doit pas commencer à être mise en application sans être publié dans le journal Officiel de l'Etat (voir aussi l'ordonnance Législative no R/60 du 28.06.1962 sur la publication des actes officiels des autorités publiques au Rwanda, J.O. 1962 p.305).

Mais dans cet arrêté no 19/2011 du Président de la Cour Suprême, même si cela concerne les personnes étrangères à la cour que vous dirigez, ressort dans son article 89 que sa mise en application commence après sa signature. Cela veut dire que sa publication n'est pas envisagée.

Même si la direction du Barreau l'a appris elle-même suite à la lettre qui lui a été envoyée, comment d'autres citoyens Rwandais, concernés par cet arrêté, vont l'apprendre, alors que cela a des conséquences graves sur leurs droits fondamentaux (comme nous allons l'expliquer en dessous) spécifiquement sur leurs droits reconnus par la Constitution.

Monsieur le Président voici quelques articles se trouvant dans cet arrêté No 19/2011 qui causent de problèmes d'une façon particulière.

a) L'article 6 de cet arrêté no 19/2011 stipule que « Le Conseil ordinaire des Juges examine les points en rapport avec le bon fonctionnement et déroulement de la justice en général et des tribunaux en particulier ». D'ordinaire, ces attributions sont du ressort du Conseil Supérieur de la magistrature, voir l'article 157 de la Constitution.

Cet article 6 de l'arrêté diffère du principe de la constitution dans son article 60 complété par l'article 140 qui stipule que : Ces trois pouvoirs sont séparés et indépendants l'un de l'autre mais ils sont complémentaires. Leurs attributions, organisation et fonctionnement sont définis dans la Constitution.

L'article 6 de l'arrêté donne au Conseil ordinaire des juges de la Cour Suprême l'autorité dont d'ordinaire d'autres organes étaient investis. Parmi ces organes il y a le pouvoir législatif (qui est chargé de faire des lois portant sur le bon fonctionnement des instances judiciaires) et le pouvoir judiciaire (chargé de définir la politique judiciaire dans le pays). Ceci est bien défini

dans l'article 145 alinéa 10 de la constitution, où toute réforme souhaitée par la Cour Suprême passe par le gouvernement.

b) En plus des articles du chapitre IV (de l'article 49 jusqu'article 64) de l'arrêté présentent des anomalies suivantes :

Ces articles contredisent d'une façon claire les lois régissant le déroulement des procès (que ce soit des procès pénaux, civils, commerciaux, administratifs ou sociaux). Pourtant ces lois régissant le déroulement des procès, élaborées par le pouvoir législatif, sont clairement contredites par les articles qui sont dans l'arrêté du Président de la Cour suprême (article 49-64).

c) **Nous critiquons aussi les articles 55, 59, 62, 63, 64, 73, 74, 76, 79 de cet arrêté.**

Ces articles en particulier sont clairement contraires à l'article 18 de la Constitution, surtout par rapport au principe fondamental du droit de se défendre et d'être représenté par un avocat.

d) L'autre particularité de l'article 63 de cet arrêté :

Cet article prévoit que : « le défenseur qui ne respectera pas ces engagements signés dans le formulaire d'engagement, sans avoir montré le motif fondé, risquera des sanctions, entre autre, pour un avocat, d'être rayé de la liste des avocats auprès de la Cour Suprême ».

A cet article 63 s'ajoute l'article 80. Ces articles ont des particularités d'infliger des sanctions qui ne sont ni fondées, ni basées sur une loi et en plus sans aucune indication démontrant comment ces sanctions sont prises et sans aucune possibilité de défense pour celui qui est puni.

Ceci est contraire à l'article 18 de la Constitution rwandaise qui dispose que :

« ...Nul ne peut être poursuivi, arrêté, détenu ou condamné que dans les cas prévus par la loi en vigueur au moment de la commission de l'acte.

Être informé de la nature et des motifs de l'accusation, le droit de la défense sont les droits absolus à tous les états et degrés de la procédure devant toutes les instances administratives et judiciaires et devant toutes les autres instances de prise de décision ».

L'article 80 de cet arrêté :

Cet article contredit ce qui est prévu dans la loi No 3/97 du 19 mars 1997 portant la création du barreau des avocats du Rwanda. Ses articles 77 jusqu'à 93 prévoient le comportement d'un avocat, l'instance qui les poursuit et comment ils sont poursuivis suite aux fautes commises lors de l'exercice de leur fonction.

Si cet article ne prévoit pas de sanctions exactes souhaitées par la Cour suprême ou s'il n'est pas appliqué comme il faut, la solution n'est pas de créer un arrêté ou de faire le raccourci qui risque de violer les autres lois y compris la Constitution qui est une loi supérieure aux autres lois.

Quand vous mettez ensemble cet article 80 et l'article 54, ça montre l'inégalité des avocats où l'article 80 exige que la Cour suprême prenne contre l'avocat seul des mesures disciplinaires dont la radiation d'office de la liste des avocats. Mais pour les procureurs, qui sont concernés par les articles 49-54, il est demandé à leur ordre supérieur de leur infliger des sanctions. (Article 54).

Comment peut-on expliquer cette ségrégation ou l'inégalité des défenseurs (avocats, procureurs) apparaissant dans une même affaire devant le tribunal ? Pourquoi ne peut-on pas demander à l'ordre des avocats d'infliger des sanctions à l'avocat lui aussi ?

Cette inégalité des armes fait que le principe du procès équitable qui doit caractériser le procès perd son sens parce que l'accusation a plus de liberté que la défense.

C'est dans ce cadre qu'on voit clairement que les 2 articles (54 et 80 de l'arrêté no 19/2011) sont contraires aux articles 11 et 16 de la Constitution.

D'autres soucis engendrés par ces articles c'est que la cour ne doit pas infliger des sanctions alors que c'est l'instance devant laquelle on porte plainte. Normalement quand il y a une décision défavorable pour quelqu'un, il porte plainte devant le tribunal pour qu'il soit rétabli dans ses droits selon les articles 17 et 18 de la Constitution. Mais lorsque la décision défavorable sera prise à l'encontre d'un avocat par la Cour Suprême, quel tribunal va établir l'avocat dans ses droits ?

f) Article 52 et 53 de cet arrêté :

Ces articles obligent l'accusé à faire « élection de domicile » chez son avocat.

Obliger quelqu'un à faire une élection de domicile chez quelqu'un d'autre alors que celui-ci a son domicile habituel reconnu porte atteinte aux droits fondamentaux de l'homme surtout que l'avocat lui aussi, a le droit de refuser que son client place son domicile chez lui. Les lois régissant ces droits sont de loin supérieures à cet arrêté.

Cet article 53 stipule que « L'accusé doit présenter ses conclusions répondant à celles de son accusateur au plus deux semaines après avoir eu les conclusions de son accusateur... »

Mr Le Président, en peu de mots nous rejetons, suivant ce que nous venons d'évoquer ci-haut cet arrêté qui remet en cause la Constitution surtout dans ses articles 11, 16, 18, 93 alinéa 3, 145 alinéa 10, 201 et même d'autres lois relatives à la procédure judiciaire et la loi relative à l'ordre des avocats du Rwanda.

Nous vous demandons :

Que tous les articles de cet arrêté relatifs aux personnes qui ne font pas parties du personnel de la Cour Suprême et de ses juges soient enlevés surtout ceux qui concernent les avocats qui pratiquent devant cette cour.

Comme nous l'avons demandé au téléphone, nous vous demandons que vous nous accordiez un rendez vous et que nous nous rencontrions dans l'intérêt de la justice de notre pays afin de discuter de ces questions.

Merci et bon travail.

Le bâtonnier

Me RUTABINGWA Athanase

Copie :

Excellence Mr le Président de la République du Rwanda

Excellence Mr le Président du Senat

Excellence Mr le Président du Parlement

Son excellence Mr le Premier Ministre

Mr le Ministre de la justice

Mr Le Procureur General

Mr Le Président de HIGH Court

L'Ombudsman

Mr Le Président de la Commission Nationale de Droits de l'Homme

11796's



Kigali, Taliki ya 18/04/2011

N/Réf.: Let.1994/Bât./RA/04/2011

**Nyakubahwa Perezida w'Urukiko rw'Ikirenga
Kigali - Rwanda**

**IMPANVU : Ibitekerezo by'Urugaga rw'Abavoka kw'Iteka No. 19/2011 ryo kuwa
24 Werurwe 2011 rya Perezida w'Urukiko rw'Ikirenga.**

Nyakubahwa Perezida,

Tunejewe no kubamenyesha ko twabonye ibaruwa yanyu n0. 062/PCS/2011 yo kuwa 25/03/2011 yatwohererezaga Iteka rya Perezida w'Urukiko rw'Ikirenga n0. 019/2011 ryo kuwa 24/03/2011 rihindura Itegeko Ngenga mikorere ry'Urukiko rw'Ikirenga, inadusaba kuyohereza abavoka bose ngo bayishyire mubikorwa.

Umukuru w'Urugaga rw'Abavoka amaze kubona iryo teka, amaze no kubona n'impungenge riteye, yatumije Inama y'Urugaga (Conseil de l'Ordre) yateranye kuwa 15/04/2011 isesengura iryo teka maze igera ku myanzuro ikurikira arinayo tubasaba ko musuzuma :

Kubijyanye n'ububasha bwo gushyiraho iteka nka ririya no kurimenyesha rubanda:

- a) Mu irangashingiro ry'iteka n°19/201, muvuga ko mushingira ku Itegeko Nshinga. Nyamara nta ngingo runaka y'itegeko nshinga mwagaragaje ko ariyo mwashingiyeho ibaha ububasha bwo gushyiraho amateka nk'uko isesengura twakoze ribigaragaza.
- b) Ikigaragara n'uko ingingo ya 27 y'itegeko ngenga n° 01/2004 ryo kuwa 29/01/2004 rishyiraho imitunganyirize. imiterere n'ububasha bw'Urukiko rw'Ikirenga nk'uko ryahinduwe kandi ryujijwe kugeza ubu, mushingiraho ivuga ko: « *Mbere y'uko ashyira umukono ku Itegeko ngenganikorere ry'Urukiko rw'Ikirenga, Perezida warwo ashyikiriza Inama Rusange y'Urukiko rw'Ikirenga umushinga waryo kugirango iwemeze* »,

*Arrêté du Président de la CS n°
modifiant la loi organique sur le fonctionnement
de la Cour Suprême - - mise en application*

Itegeko ngengamikorere bivuga « *reglement d'ordre interieur/internal rules and regulations* » (ndetse mwareba iyo ngingo ya 27 mu zindi ndimi).

- c) Itegeko ngengamikorere rivugwa mu ngingo ya 27 yavuzwe harugura rireba gusa imikorere y'Urukiko rw'Ikirenga (*règlement interne/internal rules*). Iryo tegeko ntiryakagombye kureba rubanda (*Portée générale/third parties*).

Iteka n° 19/2011 ryo kuwa 24/03/2011, ntabwo rireba gusa Urukiko rw'Ikirenga. Inyinshi mu ngingo zirigize, (nk'ingingo ya 6 n' izindi zigize umutwe wa IV n'uwa V), biragaragara ko zireba rubanda rutabarizwa mu Rukiko rw'Ikirenga (*third parties/Portee generale*).

- d) Nyakubahwa Perezida. Itegeko Nshinga rya Repubulika y'u Rwanda, mu ngingo yaryo ya 201, rivuga ko : « *Amategeko, amateka n'andi mabwiriza rusange areba rubanda ntibishobora gutangira gukurikizwa bitabanje gutangazwa mu buryo buteganywa n'amategeko* », n'ukuvuga ko nta tegeko cyangwa iteka bireba rubanda, bishobora gutangira gukurikizwa bitabanje gutangazwa mu Igazeti ya Leta (reba kandi ibivugwa muri Ordonnance Législative n° R/60 yo kuwa 28.06.1962 sur la publication des actes officiels des autorités publiques au Rwanda, J.O. 1962 p.305).

Nyamara iri teka n° 19/2011 rya Perezida w'Urukiko rw'Ikirenga, n'ubwo bwose rireba abatabarizwa mu Rukiko muyobora, ryanditsemo mu ngingo yaryo ya 89, ko « *ritangirwa gukurikizwa rimaze gushyirwaho umukono* ». Ni ukuvuga ko nta gutangazwa kwaryo guteganyijwe.

N'ubwo Ubuyobozi bw'Urugaga rwo rwarimenyeshejwe binyuze mu ibaruwa rwohererejwe, abandi baturarwanda barebwa naryo bo bazarimenya bate, kandi ribafiteho ingaruka zikomeye ku burenganzira bwabo bw'ibanze (nk'uko biza gusobanurwa hepfo), by'umwihariko ubwo bagenerwa n'Itegeko Nshinga !

Nyakubahwa Perezida, dore zimwe mu ngingo ziri Teka N° 19/2011 ziteye ikibazo ku buryo bukomeye.

- a) **Ingingo ya 6 y'iri teka n° 19/2011**, iyi ngingo ivuga ko “ *Inama Rusange y'Abacamanza yiga ibibazo byose bireba imitunganyirize n'imikorere y'ubutabera muri rusange n'ibireha inkiko mu buryo bw'umwihariko*”. Ubusanzwe, izi nshingano zifitwe n'Inama Nkuru y'Ubucamanza, mu ngingo ya 157 y'Itegeko Nshinga.

Iyi ngingo ya 6 y'iteka inyuranyije kandi n'ihame ry'Itegeko Nshinga mu ngingo yaryo ya 60 yuzuzwa n'iya 140 igira iti: “ *Inzego z'Ubutegetsi uko ari eshatu ziratandukanye kandi buri rwego rurigenga ariko zose zikuzuzanya, buri rwego rukaba rufite inshingano, imiterere yurwo biteganywa n'Itegeko Nshinga*”.

Ingingo ya 6 y'iteka iha Inama Rusange y'Abacamanza b'Urukiko rw'Ikirenga ububasha ubusanzwe bweguriwe izindi nzego. Muri izo nzego harimo Inteko Nshingamategeko (ishinzwe gushyiraho n'amategeko agenga imitunganyirize

y'inzego z'Ubutabera) n'Ubutegetsi nyubahiriza tegeko (bushinzwe kugena politike y'Ubutabera mu gihugu). Ibyo bigashimangirwa n'ingingo ya 145 al. 10 y'Itegeko Nshinga, aho ivugururwa ryose ryifuzwa n'uRukiko rwikirenga ibicisha muri Leta.

- b) Nanone ingingo zo mu mutwe wa IV (kuva kuya 49 kugeza kuya 64) z'iteka rivugwa zifite inenge ikurikira:

Izo ngingo ziravuguruzwa ku buryo bugaragara amategeko agenga imiburanishirize y'imanza (yaba imanza z'inshinja byaha cyangwa imanza mboneza mubano, ubucuruzi, Ubutegetsi n'Umurimo). Nyamara ayo mategeko agenga imiburanishirize y'imanza yashyizweho n'Ubutegetsi Nshingamategeko aravuguruzwa ku mugaragaro n'ingingo ziri teka rya Perezida w'Urukiko rw'Ikirenga (ingingo 49-64).

- c) Nanone ingingo za 55, 59, 62, 63, 64, 73, 74, 76, 79 z' iryo teka turazinenga:

Izo ngingo byumwihariko zigagarira buri wese ko zinyuranye bikabije n'ingingo ya 18 y'Itegeko Nshinga, cyane cyane ku byerekeye ihame rikomeye ry'uburenganzira bwo kwiregura n'ubwo kwunganirwa.

- d) Undi mwihariko w'ingingo ya 63 y'iryo teka:

Iyo ngingo iteganya ko " *Umuburanyi utazubahiriza ibyo yasinyiye muri "formulaire d'engagement" nta mpanvu ikomeye yagaragaje, bizamuviramo gufatirwa ibihano, birimo ku muburanyi w'Umwuga(Avoka) guhagarikwa kuburana mu rukiko rw'Ikirenga*".

Kuri icyo ngingo ya 63, hiyongereho n'ingingo ya 80, izo ngingo zikaba zifite umwihariko wo "gutanga ibihano" bidasobanuwe. bidafite itegeko ribiteganyaye ndetse ntihanerakanwe inzira zakorehwa mugufatirwa ibyo bihano kimwe n'inzira zo kwiregura k'ubwo bifatiwe.

Ibi bikaba binyuranye n'ibiteganwa n'Itegeko Nshinga mu ngingo yaryo ya 18 iteganya ko:

"...Ntawe ushobora gukurikiranwa, gufatwa, gufungwa cyangwa guhanirwa icyaha cyeretse mu gihe biteganwa n'amategeko akurikizwa mu gihe icyaha akurikiranyweho cyakorewe. Kumenyeshwa imiterere n'impanvu z'icyaha ukurikiranyweho, kwiregura no kunganirwa ni uburenganzira budahungabanwa mu bihe byose, ahantu hose mu nzego zose z'ubutegetsi, iz'ubucamanza n'izindi zose zifata ibyemezo".

e) Ingingo ya 80 y'iri teka:

Iyi ngingo inyuranya n'ibiteganyijwe mu Itegeko No 3/97 ryo kuwa 19 Werurwe 1997 rigenga Urugaga rw'Abavoka mu Rwanda. Mu ngingo zaryo za 77 kugeza 93 ryateganyije ibyerekeranye n'imyifatire y'abavoka, Urwego rubakurikirana n'uko bakurikiranwa ku makosa bakoze mu rwego rw'umwuga wabo.

Iryo tegeko ribaye ridahana bihagije. uko Urukiko rw'Ikirenga rubyifuzza, cyangwa se ntiribe rishyirwa mu bikorwa uko bikenewe, umuti si ugushyiraho iteka cyangwa kunyura inzira ngufi zibangamiye andi mategeko harimo n'Itegeko Nshinga risumba ayandi yose.

Iyo ngingo ya 80 y'iri teka uyihuje n'ya 54 igaragaza ubusumbane bw'ababuranyi aho 80 itegeka ko Avoka azafatirwa (wenyine) n'Urukiko rw'Ikirenga ibyemezo birimo guhagarikwa burundu kuburana. Nyamara ku bashinjacyaha nabo bavugwa ko barebwa n'ingingo kuva kuli 49-54, bo basabirwa ibihano ku rwego rubakuriye (ingingo ya 54).

Iri vangura cyangwa isumbanya ry'ababuranyi bahuriye muri dossiers zimwe mu Rukiko runwe, ryasobanurwa rite? Kuki Avoka we atasabirwa ibihano n'Urwego rumukuriye itegeko ryashyizeho?

L'inegalite des armes

Isumbanya nk'iri rituma ihame rya "*Procès équitable*" rigomba kuranga imanza rita agaciro kubera ko Umushinjacyaha afite ubwisanzure buruta kure ubw'uruhande rw'iregura (*la defense*).

Ni muri urwo rwego bihita bigaragara ko ingingo zombi (iya 54 n'ya 80 z'iteka n° 19/2011) zigaragara ko zinyuranyije n'ingingo ya 11 n'ya 16 z'Itegeko Nshinga.

Izindi mpungenge izi ngingo zitera n'uko Urukiko rutagomba guhana kandi arirwo ruregerwa! Ese ko ubundi iyo hari icyemezo kirenganya umuntu akiregera mu rukiko kugirango arenganurwe nk'uko biteganywa n'ingingo ya 17 na 18 z'Itegeko Nshinga, ubu noneho icyemezo kizafatirwa avoka n'Urukiko rw'Ikirenga azarenganurwa n'uruhe rukiko?

f) Ingingo za 52 na 53 z'iryo teka:

Izo ngingo zihatira umuburanyi gukora "*election de domicile*" ku mu Avoka we.

Guhatira umuntu gukora "*election de domicile*" ku wundi muntu, kandi asanzwe afite aho atuye hazwi yabarizwa, bibangamiye uburenganzira bw'ibanze bwa muntu. cyane ko Avoka nawe afite Uburenganzira bwo kwanga ko umukiliya we atashyira "*domicile*" ye iwe.

Amategeko ateganya ubwo burenganzira asumbya kure uburemere iri teka.

Iyo ngingo ya 53 iragira iti: "*Uregwa agomba gutanga imyanzuro isubiza iyo urega yamushyikirije, nibura ibyumweru bibiri nyuma y'Uko ashyikirijwe umwanzuro w'Urega (...)*."

11756's

Dusanga Nyakubahwa Perezida, ibi bigomba guteganywa n'itegeko rigenga imiburanishirize y'imanza (*procedure laws*) kuko imibutanishirize isanzwe iteganyijwe mu mategeko, idateganya ibiri muri iteka.

Nyakubahwa Perezida, turanga muri macye dushingiye kubyavuzwe haruguru, iri Iteka rivuguruzwa (*remise en cause*) Itegeko Nshinga cyane cyane mu ngingo zaryo 11, 16, 18, 93 a.h., 145 a.h., 201 ndetse n'andi mategeko agenga imiburanishirize y'imanza hamwe n'itegeko rigenga Urugaga rw'abavoka mu Rwanda.

Icyo tubasaba :

Turasaba ko ingingo zose zigaragara muri iri teka zireba abatari abakozi b'Urukiko rw'Ikirenga n'abacamanza barwo zikwiye kuvanwaho, cyane izireba ababuranyi barugana.

Nanone nk'uko twari twabibasabye kuri telephone, turabasaba ko mwashaka akanya tugahura munyungu z'ubutabera bw'igihugu cyacu tukaganira kuri ibi bibazo.

Murakoze mugire akazi keza.

Umukuru w'Urugaga

Me RUTABINGWA Athanase

Bimeneshejwe :

Nyakubahwa Perezida wa Republika y'u Rwanda ;
Nyakubahwa Perezida w'Inteko nshinga mategeko(Umutwe wa Sena) ;
Nyakubahwa Perezida w'Inteko nshinga mategeko(Umutwe w'Abadepite) ;
Nyakubahwa Ministri w'Intebe ;
Nyakubahwa Minisitiri w'Ubutabera akaba n'Intumwa Nkuru ya Leta
Nyakubahwa Umushinjacyaha Mukuru ;
Nyakubahwa Perezida w'Urukiko Rukuru ;
Nyakubahwa Umuvunyi Mukuru.
Nyakubahwa Perezida wa Komisiyo y'Igihugu y'Uburenganzira bwa muntu.



TRANSMISSION SHEET FOR FILING OF DOCUMENTS WITH CMS

COURT MANAGEMENT SECTION
(Art. 27 of the Directive for the Registry)

I - GENERAL INFORMATION (To be completed by the Chambers / Filing Party)

To:	<input type="checkbox"/> Team I N. M. Diallo	<input type="checkbox"/> Team II C. K. Hometowu N. M. Diallo	<input checked="" type="checkbox"/> Team III C. K. Hometowu <i>Muzigo-Morrison</i>
	<input type="checkbox"/> OIC, JLSJ P. Besnier	<input type="checkbox"/> OIC, JPU C. K. Hometowu	<input type="checkbox"/> Appeals Chamber / The Hague R. Muzigo-Morrison
From:	<input type="checkbox"/> Chamber (names)	<input checked="" type="checkbox"/> Defence Me Philippe Moriceau (names)	<input type="checkbox"/> Prosecutor's Office (names) <input type="checkbox"/> Other: (names)
Case Name:	The Prosecutor vs. Bernard Munyagishari		Case Number: ICTR-2005-89-I
Dates:	Transmitted: 3 février 2012		Document's date: 3 février 2012
No. of Pages:	4 pages + 11 pages de l'Annexe	Original Language:	<input type="checkbox"/> English <input checked="" type="checkbox"/> French <input type="checkbox"/> Kinyarwanda
Title of Document:	Addendum à la Réponse de la Défense de Bernard Munyagishari à la Requête du Procureur aux fins de renvoi de l'affaire <i>Munyagishari</i> au Rwanda en application de l'article 11 bis du Règlement de Procédure et de Preuve		
Classification Level:	TRIM Document Type:		
<input type="checkbox"/> Ex Parte	<input type="checkbox"/> Indictment	<input type="checkbox"/> Warrant	<input type="checkbox"/> Correspondence
<input type="checkbox"/> Strictly Confidential / Under Seal	<input type="checkbox"/> Decision	<input type="checkbox"/> Affidavit	<input type="checkbox"/> Notice of Appeal
<input type="checkbox"/> Confidential	<input type="checkbox"/> Disclosure	<input type="checkbox"/> Order	<input type="checkbox"/> Appeal Book
<input checked="" type="checkbox"/> Public	<input type="checkbox"/> Judgement	<input checked="" type="checkbox"/> Motion	<input type="checkbox"/> Book of Authorities
			<input type="checkbox"/> Submission from non-parties
			<input type="checkbox"/> Submission from parties
			<input type="checkbox"/> Accused particulars

II - TRANSLATION STATUS ON THE FILING DATE (To be completed by the Chambers / Filing Party)

CMS SHALL take necessary action regarding translation.

Filing Party hereby submits only the original, and **will not submit** any translated version.

Reference material is provided in annex to facilitate translation.

Target Language(s):

English French Kinyarwanda

CMS SHALL NOT take any action regarding translation.

Filing Party hereby submits **BOTH the original and the translated version** for filing, as follows:

Original	in	<input type="checkbox"/> English	<input type="checkbox"/> French	<input type="checkbox"/> Kinyarwanda
Translation	in	<input type="checkbox"/> English	<input type="checkbox"/> French	<input type="checkbox"/> Kinyarwanda

CMS SHALL NOT take any action regarding translation.

Filing Party **will be submitting the translated version(s)** in due course in the following language(s):

English French Kinyarwanda

KINDLY FILL IN THE BOXES BELOW

<input type="checkbox"/> The OTP is overseeing translation. The document is submitted for translation to: <input type="checkbox"/> The Language Services Section of the ICTR / Arusha. <input type="checkbox"/> The Language Services Section of the ICTR / The Hague. <input type="checkbox"/> An accredited service for translation; see details below: Name of contact person: Name of service: Address: E-mail / Tel. / Fax:	<input type="checkbox"/> DEFENCE is overseeing translation. The document is submitted to an accredited service for translation (fees will be submitted to DCDMS): Name of contact person: Name of service: Address: E-mail / Tel. / Fax:
---	--

III - TRANSLATION PRIORITISATION (For Official use ONLY)

<input type="checkbox"/> Top priority	COMMENTS	<input type="checkbox"/> Required date:
<input type="checkbox"/> Urgent		<input type="checkbox"/> Hearing date:
<input type="checkbox"/> Normal		<input type="checkbox"/> Other deadlines: